



Quand la liberté de la presse cède le pas à des intérêts politiques

Par [Stefan Haderer](#)

Mondialisation.ca, 21 décembre 2015

[Horizons et débats](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Droits humains et État policier](#)

«La première victime de la guerre est la vérité» – Cette citation, attribuée à tort à différents auteurs et philosophes, émane probablement du sénateur américain Hiram Johnson. Elle est aujourd’hui plus actuelle que jamais. Des succès énormes dans la technique de la communication ont révolutionné nos sociétés mais révèlent également le revers de la médaille. Ce qui relevait, il y a encore quelques années, d’un scénario d’avenir dystopique dans des romans est devenu réalité: le contrôle et le stockage des données et des conversations au moyen de Google et de Facebook ou bien la monopolisation du savoir par l’encyclopédie en ligne Wikipédia.

Les nouveaux médias sociaux, tels que Facebook et Twitter influencent fortement les médias et le comportement des consommateurs. De ce fait, la censure des contenus a considérablement augmenté. Cela apparaît surtout – pour en revenir à la citation de Johnson – dans les périodes de crises planétaires secouant l’Europe et ses voisins depuis cinq ans. Les conflits au Moyen-Orient et en Europe de l’Est, de même que la catastrophe des réfugiés et ses conséquences ouvrent les yeux à toute personne ayant l’esprit critique sur la nécessité de relativiser la notion de «liberté de la presse». En effet, il y a un manque de diversité dans les reportages parus dans les médias sociaux et dans les journaux dits de qualité.

Il ne faut pas confondre l’interdiction de la censure avec l’interdiction de la pensée idéologique. Les élites politiques et économiques ont repéré depuis longtemps le pouvoir des médias, bien avant que le philosophe français Michel Foucault s’en soit préoccupé de façon scientifique. Et ils savent s’en servir. Des éditoriaux contraignants de l’équipe de rédaction détournent les médias de leur mission, les soumettant à une ligne d’orientation politique fixée au lieu d’informer la société. Ce sont les élites, les groupes de pression économiques et les partis qui en profitent. Pour les lecteurs, il ne reste donc pas grand-chose d’objectif et d’authentique dans les articles et les reportages et les commentaires.

On cherche à conquérir les esprits par de belles paroles qui n’ont rien à voir avec la réalité quotidienne et à les orienter vers des objectifs géopolitiques. Qu’il s’agisse du «Printemps arabe», du «Maïdan» ukrainien ou des slogans du genre «Je suis Charlie» ou «Bienvenue aux réfugiés» qui sont diffusés d’un instant à l’autre par les médias sociaux – on tente par là d’imposer une (pseudo) morale à la masse de la population. Une population qui généralement ne connaît rien des relations établies dans ces domaines et ne doit surtout pas les connaître.

Toute personne experte en la matière, du fait de ses connaissances des événements culturels et historiques en Afrique du Nord et au Proche-Orient, savait parfaitement que le «Printemps arabe» n'apporterait rien en faveur de la démocratie dans ces pays. Il s'agissait plutôt de se débarrasser de chefs d'Etats tombés en disgrâce, alors même qu'ils étaient encore courtisés peu de temps auparavant. Brusquement les médias se mirent à parler de «dictateurs» et de «régimes de terreur», alors qu'on chantait les louanges de rebelles armés.

Un autre aspect de cette information unilatérale, peut-être même encore plus important, et une nouvelle méthode de censurer la presse est la diffamation des esprits critiques qui refusent les affirmations présentées dans les médias. Ils sont mis au pilori, accusés d'être des «amis de Poutine», des «amis d'Assad» ou des «complotistes» et «conspirationnistes», le tout pour les empêcher d'être entendus. Cela conduit à priver la population d'une liberté fondamentale - c'est-à-dire d'aborder un thème avec un esprit critique. C'est une autre façon d'instaurer la censure pour empêcher la liberté de pensée.

Après les attentats du 11 septembre 2001 à New York et les attaques plus récentes en Europe, on renforça la surveillance des populations aux Etats-Unis et dans l'Union européenne. On justifie le stockage de données et les scandales d'écoutes de la NSA par «la guerre contre le terrorisme». Le fait qu'en Afghanistan et en Irak le chaos règne depuis plus d'une décennie prouve que cette guerre, soutenue sans réserves par le gouvernement allemand, est sans issue.

Depuis l'élection de Barak Obama au poste de président des Etats-Unis en 2008, on a assisté à de nouvelles coupures dans les médias européens qui, auparavant, s'étaient parfois montrés critiques envers la politique étrangère américaine. La remise du prix Nobel de la paix à Obama renforça non seulement les liens entre l'Europe et les Etats-Unis, mais aussi la ligne politique pro-américaine de la presse internationale «de qualité». Dans les rédactions, on se mit systématiquement à éliminer toutes les voix critiques envers les Etats-Unis en les accusant d'être des «conspirationnistes», en les plaçant soit dans une ligne de gauche radicale ou de droite extrême. Il n'est donc plus guère possible d'avoir une vue d'ensemble de la géopolitique menée essentiellement par les Etats-Unis en tant que superpuissance militaire.

La liberté de la presse est un droit humain incontournable. Il va de soi qu'elle doit être soumise à certaines règles - telles que le respect de la dignité humaine, la tolérance en matière religieuse, l'interdiction de tout comportement raciste ou destiné à exciter la haine. Toutefois, lorsqu'on profite d'une crise pour pousser les médias à mettre en avant une pensée idéologique et à diviser la société par des reportages falsifiés, il n'est plus possible de parler de liberté de la presse. Car son objectif d'informer et d'expliquer n'est pas atteint. Cela n'est alors rien d'autre qu'une arme de pouvoir imposant son contrôle et sa surveillance. On réduit ainsi à néant toute critique sociale.

Stefan Haderer

Stefan Haderer est un anthropologue socio-culturel et politologue autrichien.

Articles Par : [Stefan Haderer](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca